



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

Chaumont, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27 avril 2023

Contexte et constats

Publié sur



FOCAST

Chemin du Closot
52100 Saint-Dizier

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27 avril 2023 dans l'établissement FOCAST implanté Chemin du Closot 52100 Saint-Dizier. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les services de secours ont informé l'inspection, le 27/04, de la survenue d'un départ de feu la veille à 21h. Le départ de feu a eu lieu au droit d'une conduite d'aspiration des rejets issus de la ligne de refroidissement des moules, lors de travaux de soudure sur cette même gaine. Il a été maîtrisé par les salariés du site grâce aux moyens d'intervention internes puis par les services de secours. Il a occasionné des dégâts matériels limités (gaine d'aspiration endommagée). Il n'a fait aucun blessé. Une inspection réactive a été diligentée suite à ce signalement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FOCAST
- Chemin du Closot 52100 Saint-Dizier
- Code AIOT : 0005702454
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site FOCAST implanté à Saint-Dizier est une fonderie spécialisée dans la production de pièces en fonte grise à graphite lamellaire pour le secteur de l'énergie et du sanitaire (chauffage, adduction...), les engins de travaux publics et les machines agricoles.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Travaux dans les secteurs à risque	Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 7.4.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
4	Permis feu	Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 7.4.5.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
6	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 7.3.6	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Interdiction de feu	Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 7.4.3	/	Sans objet
2	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 7.4.4	/	Sans objet
5	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 7.6.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le départ de feu du 26 avril 2023 a mis en évidence des améliorations nécessaires dans la prévention du risque incendie lié aux travaux par points chauds, ainsi qu'une lacune en ressource d'eau d'extinction depuis 2021. L'exploitant a enclenché des démarches pour palier à cette lacune sous quelques mois, mais il est proposé de lui imposer de disposer d'une solution à plus court termes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Interdiction de feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 7.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.
Constats : Le départ de feu a été causé par une opération de soudage, réalisée le 26/04 à 21h30 sur une conduite d'aspiration des rejets de poussières de la ligne de refroidissement. Cette conduite, aspirant un air chargé en poussière, présente un risque incendie. Le responsable travaux, en charge de l'établissement des permis feu, était absent la semaine de l'intervention ainsi que le jour de l'inspection. Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un permis feu établi pour cette intervention, mais l'a transmis le 02/05.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 7.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.
Constats : Suite aux constats du 25 octobre 2022 et à la mise en demeure datée du 5 janvier 2023, l'exploitant a justifié avoir effectué la formation de son personnel à la manipulation des extincteurs. Cette mise en demeure est donc considérée comme levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Travaux dans les secteurs à risque

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 7.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter. Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.
Constats : Le prestataire étant intervenu pour des travaux de soudure le 26/04 était couvert par un plan de prévention annuel avec l'exploitant. Daté du 2 mai 2022, celui-ci porte sur des "travaux de plomberie, mécanique, soudure", mais n'identifie pas le risque incendie et des mesures associées. Il apparaît que l'exploitant n'avait pas identifié cette conduite comme présentant un risque incendie spécifique. Cette conduite aspire pourtant un flux riche en poussières et le secteur ayant fait l'objet des travaux de soudure forme un coude, susceptible de présenter des dépôts de poussières plus importants et de présenter un risque incendie accru. Aucun dossier préétabli spécifique n'a donc été mis en place pour ces travaux. Il conviendra que l'exploitant tire un retour d'expérience de ces incidents et prévoie des mesures de prévention adaptées à tous futurs travaux par point chaud visant des conduites susceptibles de présenter des dépôts de poussières (nettoyage préalable, humidification...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Permis feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 7.4.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le permis rappelle notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> les motivations ayant conduit à sa délivrance, la durée de validité, la nature des dangers, le type de matériel pouvant être utilisé, les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations, les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux. <p>Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.</p> <p>A l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.</p> <p>Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisées par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.</p> <p>Les entreprises de sous-traitance ou de services, extérieures à l'établissement, n'interviennent pour tous travaux ou intervention qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement.</p> <p>L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement.</p>
Constats : Le permis de feu délivré pour ces travaux, daté du 25/04, précise "attention aux dépôts de suie" mais ne prévoit pas de mesure de prévention spécifique au risque incendie (seulement la mise à disposition d'extincteurs).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Il a été vérifié par échantillonnage que les extincteurs disposés à proximité du départ de feu avaient été vérifiés et jugés conformes il y a moins d'un an (en août 2022).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Ressources en eau et mousse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 7.3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets.</p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum des moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de 2 poteaux incendie situés à proximité du site , - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; - des robinets d'incendie armés ; - d'un système d'extinction automatique d'incendie (sprinklage) sur la zone peinture. <p>Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.</p> <p>Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.</p> <p>Constats : Le rapport des services de secours précise qu'ils n'ont pas pu faire usage des poteaux incendie du site, non fonctionnels.</p> <p>L'exploitant a déclaré ne plus disposer des ressources en eau nécessaires à alimenter ces poteaux incendie depuis la mise à l'arrêt du site YTO voisin en 2021.</p> <p>Il projette de remettre en service le château d'eau commun aux deux site, mais ces travaux pourraient n'aboutir, en fonction des vérifications encore à mener, que dans plusieurs mois.</p> <p>Cette situation rend le site particulièrement vulnérable à tout départ de feu d'ampleur depuis maintenant 2 ans, d'autant plus qu'aucun poteau incendie public n'est présent à proximité du site.</p> <p>Suite aux échanges ayant suivi l'inspection, l'exploitant a déclaré être en cours d'acquisition d'une réserve incendie afin de palier cette situation jusqu'à la remise en service du chateau d'eau.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

Annexe : planche photographique



Coude de conduite ayant fait l'objet des travaux de soudure et du départ de feu